

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 28 avril 2014 (2^{ème} séance)

Délibération n°COM-2014-04-02/18

OBJET : Délégations d'attributions du Conseil Communautaire au Bureau

L'an deux mille quatorze, le lundi 28 avril, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la Mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice :

36

PRESENTS :

(31)

Mme ALPHONSE Epse TANCONS Louisiane, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DAULCLE Jacky, DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M., Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

Conseillers Absents ayant donné procuration : 3

M. LOMBION Jean-Claude à M FRANCFORT Philipson

M. HUBERT Jean-Marie à M. BERNARD Jean-Luc

Mme MOUNSAMY Fritz à M. SIOUMANDAN Rénalt

Conseiller absent excusé : M. HILL Joseph,

Conseiller absent : MITEL Florent

A été élu secrétaire de séance : M. Harry ROUX

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération ;

VU l'article L. 5211-10 alinéas 5, 6 et 7 du CGCT, modifié par la loi n°2012-1561 du 31 décembre 2012 ;

VU la délibération n° COM 2014-04-01/03 a fixé la composition du Bureau Communautaire comme suit, le Président, les dix (10) vice-présidents et les Cinq (5) autres membres;

Le Conseil communautaire ;

OUI l'exposé du Président

Après avoir délibéré et voté à l'unanimité.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : De déléguer au Bureau Communautaire pour la durée de son mandat les attributions telles que déclinées ci-après :

Affaires générales

- ✓ Approuver les règlements intérieurs des services publics communautaires, à l'exception des tarifs qui sont approuvés par le Conseil communautaire.
- ✓ Autoriser le règlement des conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté excédant sept mille cinq cents (7 500) Euros par sinistre.
- ✓ Autoriser le Président à signer les conventions n'emportant aucune incidence financière.
- ✓ Accorder des missions aux élus et prendre toute mesure visant à confier un mandat spécial aux élus communautaires.

Affaires Financières

- ✓ Répartir les subventions votées au Budget.
- ✓ Constituer l'ensemble des dossiers de subventions et solliciter les différents organismes partenaires de la Communauté pour les actions relevant du domaine de ses compétences.
- ✓ Fixer les modalités de prise en charge des déplacements des élus dans le cadre de leurs missions.
- ✓ Prendre toute décision en matière de validation de programmes d'opérations ainsi que des avant-projets.
- ✓ Octroyer une garantie d'emprunt, approuver les conventions afférentes, et autoriser le Président à les signer.

Marchés publics

- ✓ Conclure les protocoles transactionnels dans le cadre des marchés et contrats et définir, si besoin, les conditions d'application des pénalités contractuelles.

- ✓ Approuver les conventions constitutives des groupements de commandes de l'article 8 du code des marchés publics favorisant la mutualisation des moyens.
- ✓ Fixer les primes en cas de concours de maîtrise d'œuvre ou dans le cadre de toute consultation lorsqu'un début de prestation est sollicité afin de permettre d'éclaircir le choix de l'EPCI.

Ressources humaines

- ✓ Créer des emplois dans la limite des crédits au Budget.
- ✓ Prendre toute décision pour l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux élections des représentants du personnel et au fonctionnement des organismes paritaires de la Communauté d'agglomération.
- ✓ Conclure des *conventions avec les communes membres* pour la mise à disposition de *personnels* et pour la signature des conventions de mise à disposition des agents de l'EPCI prises en vertu de la loi n°84-53 et du décret d'application n°2008-580 du 18 juin 2008.
- ✓ Statuer sur les conventions relatives aux services du *centre de gestion notamment la médecine professionnelle* et autre service d'assistance.

Affaires patrimoniales et économiques

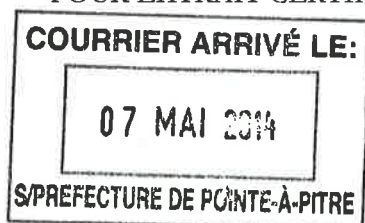
- ✓ Décider de la conclusion et de la révision de la *location de biens immobiliers* pour une durée excédant douze (12) ans.
- ✓ Décider de la mise en réforme des *biens mobiliers*, de leur aliénation de gré à gré au-delà de quatre mille six cents (4 600) euros.
- ✓ Fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des *offres* de la communauté d'agglomération à notifier aux *expropriés* et à répondre à leurs demandes.

ARTICLE 2 : De préciser que les décisions prises en application de la présente délibération, pourront être signées par un vice-président agissant par délégation du président dans les conditions fixées aux articles L. 5211-9 et L. 2122-3 du CGCT.

ARTICLE 3 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-préfecture de Pointe-A-Pitre

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.